Singapour III : réglementation — PSA, SFA, FSMA/DTSP, stablecoins, tokenisation

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Singapour réglemente les actifs numériques au moyen de trois lois rédigées à des époques différentes, à des fins différentes, et qui se recoupent désormais sur les mêmes modèles d'affaires. Le Payment Services Act 2019 (PSA, loi sur les services de paiement) couvre la couche des paiements et des échanges, tandis que le Securities and Futures Act 2001 (SFA, loi sur les valeurs mobilières et les contrats à terme) couvre les jetons qui se comportent comme des placements. La Part 9 du Financial Services and Markets Act 2022 (FSMA) comble la lacune pour les entreprises établies à Singapour qui servent le reste du monde. Un fondateur qui n'en lit qu'une sur trois se trompera généralement, car la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) les applique cumulativement à l'activité, jamais à l'étiquette que l'entreprise s'est elle-même choisie.

Cette partie présente les trois régimes dans l'ordre dans lequel un conseiller singapourien les examine réellement. Elle commence par le Payment Services Act, car presque toutes les entreprises crypto touchent à un service de digital payment tokens (jetons de paiement numériques) et parce que les catégories de licences de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

cette loi régissent les questions pratiques de capital, de conservation et de règles de conduite. Elle aborde ensuite le périmètre des valeurs mobilières, où il s'agit de savoir si un jeton est un capital markets product (produit des marchés de capitaux) et quelles conséquences en découlent. Le troisième régime, la licence de digital token service provider (DTSP, prestataire de services sur jetons numériques) au titre du Financial Services and Markets Act, est entré en vigueur le 30 juin 2025. Il a remodelé la population des entreprises crypto singapouriennes plus profondément que toute mesure antérieure.

Trois autres chapitres traitent de domaines où les régimes généraux rencontrent des politiques spécifiques. Le premier porte sur le cadre des stablecoins à monnaie unique annoncé en août 2023 et sur sa mise en œuvre législative. Le deuxième concerne la tokenisation de valeurs mobilières et de fonds dans le cadre du Project Guardian et de ses successeurs. Le troisième examine le traitement réglementaire du staking, du prêt, de la finance décentralisée et des jetons non fongibles. La partie se termine par la procédure d'obtention de licence telle que la vit le demandeur, y compris la voie par laquelle un groupe suisse obtient une licence singapourienne et un groupe singapourien une autorisation suisse.

Tout au long de l'exposé, la comparaison avec la Suisse est faite lorsqu'elle éclaire la décision. Le lecteur suisse reconnaîtra le périmètre fondé sur l'activité et le principe de neutralité technologique, mais doit s'attendre d'emblée à trois différences. Singapour octroie les licences à l'entreprise sous l'égide d'une autorité de surveillance unique et intégrée, qui ne connaît pas d'équivalent à la voie de l'organisme d'autorégulation pour une surveillance limitée à la lutte contre le blanchiment. Depuis 2022, elle maintient en outre délibérément à un faible niveau la participation des investisseurs particuliers aux jetons spéculatifs. Le droit est exposé tel qu'il se présente au 30 juin 2026.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com